

DOM SECURITY

Société Anonyme au capital de 36 659 280 €
Siège social : 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 PARIS
378 557 474 RCS PARIS

RAPPORT DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

ETABLI EN APPLICATION DU DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L. 225-37 DU CODE DE COMMERCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1.1 Composition du conseil d'administration

| Nom, prénom, titre ou fonction des administrateurs | Administrateur indépendant | Année première nomination | Echéance du mandat |
|---|-------------------------------|---------------------------------|-----------------------|
| Henri MOREL <i>Administrateur et Président Directeur Général</i> | Non | 1990 | 2017 |
| Jean-Bertrand PROT <i>Administrateur</i> | Non | 1993 | 2017 |
| Thierry CHEVALLIER <i>Administrateur</i> | Oui | 2004 | 2017 |
| Nicolas LOYAU <i>Administrateur</i> | Non | 1992 | 2017 |
| GROUPE SFPI SA <i>Administrateur, représenté par Jean-Bertrand PROT</i> | Non | 2015 | 2018 |
| Herman RÖSER <i>Administrateur</i> | Oui | 2013 | 2019 |
| Valentine Laude <i>Administrateur</i> | Oui | 2014 | 2017 |
| Sophie Morel <i>Administrateur</i> | Non | 2014 | 2017 |

1.2 Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 17 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par courrier électronique.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels ainsi que les comptes semestriels.

1.3 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni trois (3) fois, et le taux de participation des administrateurs à ces réunions était de 98 %.

Ces réunions qui se sont déroulées à Paris 17^{ème} au 20 rue de l'Arc de Triomphe, en présence des commissaires aux comptes, ont porté sur les points suivants :

↳ **23 mars 2016 :**

- Examen et arrêté du bilan et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- Examen et arrêté des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- Etablissement du rapport de gestion et d'activité sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- Approbation du rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce ;
- Conventions réglementées ;
- Situation des mandats des administrateurs ;
- Actionnariat salarié ;
- Décisions à prendre pour la préparation et la convocation de l'assemblée générale annuelle sur les comptes dudit exercice ;
- Acquisition anticipée de 15 % du capital social et des droits de vote d'OMNITECH SECURITY.

↳ **19 mai 2016 :**

- Répartition des jetons de présence ;

↳ **26 septembre 2016 :**

- Présentation des comptes consolidés au 30 juin 2016 ;
- Publication financière légale ;
- Ratification de conventions et engagements réglementés ;
- Examen des conventions et engagements réglementés ;

1.4 Comité d'audit

Un Comité d'audit a été mis en place par le conseil d'administration du 5 novembre 2009. La mission de ce Comité d'audit est assumée par les membres du Conseil d'administration à l'exclusion du Président. Deux des membres du Comité d'audit possèdent des compétences particulières en matière financière et comptable.

A ce titre, et conformément à la loi, le Comité d'audit assurera le suivi :

- ↳ du processus d'élaboration de l'information financière ;
- ↳ de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- ↳ du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- ↳ de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans le cadre de cette mission d'audit, le comité d'audit se réunira avant chaque arrêté des comptes de la Société. Ainsi, le Comité d'audit s'est réuni les :

↳ **23 mars 2016** : afin d'examiner et analyser les comptes annuels et consolidés de l'exercice 2015.

↳ **26 septembre 2016**, afin :

- de nommer le Président du comité d'audit ;
- d'examiner et analyser les comptes consolidés au 30 juin 2016 ;
- d'approuver la fourniture par KPMG Allemagne de services visés à l'article L. 822-11-2 du Code de commerce ;

↳ **22 mars 2017**, afin : d'examiner et analyser les comptes annuels et consolidés de l'exercice 2016.

1.5 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et du comité d'audit sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

2 – PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS.

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par le conseil d'administration. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis, depuis la loi du 9 décembre 2016, à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

3 – PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE.

Je vous précise que la société DOM SECURITY s'est appuyée sur l'édition de septembre 2016 du code de gouvernement d'entreprise de MIDDLENEXT pour les Valeurs moyennes et petites.

A ce titre, le conseil d'administration (le « **Conseil** ») a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « Points de vigilance ».

En outre, la Société souscrit aux recommandations suivantes :

| RECOMMANDATIONS | | APPLIQUEE | | COMMENTAIRES |
|-----------------|--|-----------|-----|--|
| | | OUI | NON | |
| R 1 | Déontologie des membres du Conseil | | X | La mise en place du code de déontologie est en cours. |
| R 2 | Conflits d'intérêts | X | | Le Conseil veille à mettre en place en son sein toutes procédures permettant la révélation et la gestion des conflits d'intérêts. |
| R 3 | Composition du Conseil Présence de membres indépendants | X | | Le Conseil est composé de huit (8) membres, dont deux (2) membres indépendants. |
| R 4 | Information des membres du Conseil | X | | Avant chaque réunion, les administrateurs reçoivent les informations et documents nécessaires à la préparation des conseils d'administration et ce, dans un délai suffisant. |
| R 5 | Organisation des réunions du Conseil et du Comité d'audit | X | | Le Conseil et le Comité d'audit se réunissent à chaque arrêté des comptes et lorsque cela est nécessaire. Néanmoins, le rythme de quatre (4) réunions annuelles n'est pas appliqué, compte tenu de la taille du Groupe et du management très resserré autour du Président. |
| R 6 | Mise en place de comités | X | | Le seul comité existant est le Comité d'audit dont la mission est assurée par les administrateurs dans les conditions prévues par les textes. |
| R 7 | Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil | | X | Le règlement intérieur est en cours d'élaboration. |

| | | | | |
|------|--|---|---|---|
| R 8 | Choix de chaque administrateur | X | | Le choix de chaque administrateur fait l'objet d'une résolution distincte, et est déterminé en fonction des compétences. |
| R 9 | Durée des mandats des membres du Conseil | X | | La durée du mandat des membres du Conseil est de trois (3) années. |
| R 10 | Rémunération de l'administrateur | X | | La Société alloue des jetons de présence qui sont attribués uniquement aux administrateurs indépendants. La répartition des jetons de présence est arrêtée par le Conseil qui prend en compte l'assiduité de chaque administrateur. |
| R 11 | Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil | | X | Le Président estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à l'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration. |
| R 12 | Relation avec les « actionnaires » | X | | Le Président reçoit les actionnaires qui le souhaitent et discute avec eux à l'issue de chacune des réunions des assemblées générales. |
| R 13 | Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux | X | | Se reporter au tableau figurant dans le rapport de gestion du Conseil. |
| R 14 | Préparation de la succession des « dirigeants » | | X | Ce sujet n'est pas d'actualité. |
| R 15 | Cumul contrat de travail et mandat social | | X | Pas concernée. |
| R 16 | Indemnités de départ | | X | Pas concernée. |
| R 17 | Régimes de retraite supplémentaires | X | | L'information relative aux régimes de retraite accordés au Président est communiquée dans le rapport aux actionnaires. |
| R 18 | Stock-options et attribution gratuites d'actions | | X | Pas concernée. |
| R 19 | Revue des points de vigilance | X | | |

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe DOM SECURITY sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la société GROUPE SFPI.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de GROUPE SFPI, procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers et juridiques est signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La comptabilisation des opérations de trésorerie et les rapprochements bancaires du Groupe sont également assurés par le service Finances et Contrôle de gestion de la maison mère, GROUPE SFPI.

La fonction trésorerie et financement est organisée autour du trésorier.

Ses fonctions principales sont :

- suivi des flux financiers et répartition des fonds,
- suivi des opérations de placements ou d'emprunts financiers,
- gestion des lignes de trésorerie et des engagements.

Dans le cadre de la maîtrise des risques juridiques, la Direction juridique de GROUPE SFPI assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles ci-après sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux des filiales, pour suivre et contrôler, à partir de tableaux de bord mensuels, les ventes réalisées facturées, la prise de commandes, les taux de marges, etc. pour comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec les objectifs fixés budgétés,
- au niveau des départements techniques des filiales, pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en terme de service après-vente, support technique, tests et référencement produits et recherches de solutions.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département Finances et Contrôle de gestion.
- Le système comptable et de gestion repose sur un système d'information intégré permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptable en vigueur et appliquées par la Société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.
- La Direction générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la Direction Finances et Contrôle de gestion. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

3.4 Participation des actionnaires à l'assemblée générale ordinaire annuelle

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ordinaire annuelle sont fixées par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 des statuts de la Société.

3.5 La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2016 est la suivante :

- GROUPE SFPI : 69,3 %
- Public : 29 %
- Autocontrôle : 1,7 %

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

A cet égard, il est précisé que la société GROUPE SFPI détient 82,68 % des droits de vote de DOM SECURITY.

3.6 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site **web** de la Société (www.dom-security.com) sous le contrôle et la direction du Président Directeur Général de DOM SECURITY.

3.7 Principaux risques auxquels est confronté le Groupe, et procédures de gestion

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques.

Risque de taux et de change

Il n'y a plus d'emprunt à taux variable.

Le Groupe DOM SECURITY est peu exposé au risque de change.

Assurance

Le Groupe a souscrit les assurances couvrant correctement les risques encourus par son activité.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme à risque.

4 – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL.

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Le Président Directeur Général :

Henri MOREL